

Le Forez

de la Révolution à la période impériale

Pascal Chambon

Les nobles foréziens à la veille de la Révolution n'étaient pas fermés aux idées nouvelles. En septembre 1788, de La Plagne, 1^{er} avocat du roi à Montbrison, prononce le discours de rentrée du palais de justice où il se réjouit de la convocation des états généraux et en profite pour réclamer des réformes :

Nous verrons bientôt un mouvement général pour le bien [puisque] l'homme naît doux et humain.

De La Plagne espère que le Royaume pourra éviter *les grands changements qui bouleversent tout sans reconstruire* : pressentiment des risques de Révolution ! Car, après une période assez courte de « Révolution heureuse » en 1789 et 1790, l'insurrection fédéraliste lyonnaise de 1793 et la Terreur brisèrent cet élan assez unanime... L'époque napoléonienne - Consulat puis Empire - marque un retour à l'ordre et à la paix intérieure : grand progrès ! Mais la guerre extérieure continue...

Le choc révolutionnaire

La courte Révolution heureuse

En 1789, la France est divisée en 34 généralités ou intendances. La généralité de Lyon regroupe les provinces de Lyonnais, de Beaujolais et de Forez. Elle est divisée en cinq élections dont celles de Roanne, Montbrison et Saint-Etienne pour le Forez. Les trois élections de Saint-Etienne, Montbrison et Roanne rassemblent 292 567 habitants en 1788, essentiellement des ruraux car les villes sont peu peuplées : 28 140 à Saint-Etienne, 7 641 à Roanne et 4 400 à Montbrison. La plaine du Forez paraît assoupie en 1789, largement insalubre alors que les côtes et les montagnes se développent lentement.

En 1787-1788, les tentatives de réforme de l'Etat et des finances avortent toutes ; la convocation des états généraux par Louis XVI paraît l'ultime solution pour sortir le royaume de la crise qui l'enferme... A cet égard, les cahiers de doléances de la province de Forez, entre autres considérations, demandent trois éléments majeurs :

- que les états généraux - « la Nation assemblée » - aient le pouvoir législatif ;
- l'égalité de tous devant l'impôt - y compris le clergé et la noblesse ;
- et, par conséquent, l'abolition des privilèges.

Ce sont les trois grands thèmes nationaux du temps auxquels s'ajoute le désir de séparation de la province de Forez du Lyonnais... L'assemblée des trois états de la province de Forez à Montbrison se déroule dans un sentiment de concorde et d'espérance comme le montre l'élection, à la quasi- unanimité, du marquis de Rostaing comme député du Tiers.

Du 26 au 31 juillet 1789, le Forez vit sa *Grande Peur* avec des châteaux prétendument attaqués dans la plaine... Mais il n'y eut pas de dégâts. L'été 1790 voit alterner unanimité de la Fédération et drame lorsque la récolte de grains s'avère insuffisante : quinze jours après la fête, des

Stéphanois massacrent un commis aux aides accusé d'accaparement. L'émeute envahit la ville ; la répression est dure : quatre ouvriers sont exécutés le 6 novembre sur la Grande-Place. A Montbrison, en mai 1790, le drame avait été évité de peu grâce au sang-froid du colonel de la garde nationale, Lachaize. Frustrant Montbrison comme Saint-Etienne d'un lieu de pouvoir important, le département de Rhône-et-Loire est créé le 4 mars 1790 à partir d'une partie des provinces du Lyonnais, du Beaujolais et du Forez. La Constitution civile du clergé votée le 12 juillet 1790 par l'Assemblée nationale constituante explique nombre des ruptures ultérieures. Elle remplace le Concordat de 1516 en réorganisant en profondeur l'Église de France, transformant les curés en « fonctionnaires publics ecclésiastiques » qui doivent prêter serment de fidélité aux institutions. La loi sur l'abolition des vœux monastiques du 13 février 1790 supprime 100 000 membres du clergé non rattachés à une paroisse, soit les deux tiers du clergé considérés comme non « utiles ».

La lutte politique se durcit. Les sociétés populaires apparaissent courant 1791 à Montbrison, de plus en plus radicales. Montbrison est par ailleurs une des rares villes de France à connaître une agitation à l'annonce de la mort du roi en janvier 1793 : les royalistes ne pardonnent pas aux trois conventionnels Dupuy, Dubouchet et Javogues d'avoir voté la mort... Les deux camps extrêmes sont constitués.

La crise fédéraliste

Mais la rupture vient de l'extérieur lorsque, le 23 mai 1793, Lyon passe aux mains des fédéralistes, en rupture avec la Convention. Le fédéralisme est d'abord un mouvement d'autodéfense des conservateurs face à la poussée jacobine de l'hiver et du printemps 1793. Le 1^{er} juin, la municipalité de Montbrison envoie officiellement son soutien aux Lyonnais. Rapidement, les royalistes occupent le terrain dans la ville, signifiant par là l'ambiguïté du mouvement et signant aussi son arrêt de mort... Deux groupes politiques s'opposent. Les conservateurs défendent le respect de la Constitution pour laquelle ils avaient combattu. Les jacobins - d'origine souvent "bourgeoise" - s'appuient sur les éléments populaires, réceptifs car fragilisés par la crise économique. D'autres ruptures s'ajoutent et se juxtaposent. Les campagnes n'acceptent pas les mesures coercitives destinées à alimenter les villes foréziennes, le « Maximum », en particulier, avive l'opposition. Les mesures déchristianisatrices confirment les ruraux dans l'idée que le mal vient des villes par l'intermédiaire des agents de la répression. L'attitude des Foréziens diffère assez nettement entre plaine et montagne : il y a "opposition mentale" entre villes et bourgs de la plaine, d'une part, et paysans des montagnes, d'autre part, que la crise et le schisme font basculer vers la contre-révolution.

La rébellion fédéraliste éclate lorsque les troupes lyonnaises envahissent l'ouest du département de Rhône-et-Loire en juillet 1793 : le Forez bascule dans la guerre civile du fait d'une intervention extérieure... Les villes sont partagées. Roanne et Saint-Etienne prennent le parti de Lyon surtout du fait de liens économiques. Montbrison, vieille capitale, reste une ville d'aristocrates et de propriétaires : le fédéralisme montbrisonnais y est donc plus politique. Ceci était décelable dès 1789 lorsque Saint-Etienne demandait le rattachement du Forez au Lyonnais afin de ne pas tomber sous la coupe de Montbrison... Pourtant, les ruraux, surtout dans la plaine, ne suivent pas la révolte fédéraliste. A cela deux raisons majeures dont la persistance d'une hostilité à l'égard des villes qui drainent les richesses et la peur d'un retour du régime seigneurial personnifié par les grands propriétaires.

De la Terreur au Directoire

En Forez, le réduit fédéraliste se maintient parce que la fabrique d'armes stéphanoise est un enjeu stratégique et parce que la plaine du Forez devient la seule réserve alimentaire pour Lyon... Par crainte d'une insurrection populaire, les Lyonnais quittent Saint-Etienne le 28 août alors que leur départ de Montbrison le 8 septembre l'est sous la pression des troupes républicaines levées dans le Puy-de-Dôme. Lyonnais et Foréziens fédéralistes se replient sur Lyon qui capitule le 9

octobre. La reconquête menée par la Convention vainc peu à peu ce foyer insurrectionnel. La répression est plus forte dans la Loire "entachée de rébellion" que dans le Puy-de-Dôme voisin qui alimente les troupes qui participent à la répression de l'insurrection lyonnaise. De même les sanctions sont plus terribles à Montbrison que dans la ville de Boën qui avait bien accueilli les Auvergnats. Le Forez subit une répression intense par rapport à la moyenne des départements français, incarnée en Forez dans le représentant en mission Claude Javogues, originaire de Bellegarde. Homme au tempérament excessif, ultra-révolutionnaire, il conçoit la révolution comme instrument d'une régénération sociale au profit du peuple, "partie laborieuse de la société", contre les riches qui l'oppriment.

Le 20 octobre 1793, Javogues crée une *Force révolutionnaire du département de la Loire*, 1 200 hommes répartis dans les districts de Saint-Étienne, Roanne et Montbrison. Sa mission : *arrêter les suspects et les conspirateurs, activer les réquisitions et les démolitions des lieux propres aux rassemblements contre-révolutionnaires*. C'est le début de la Terreur en Forez, qui dura jusqu'en février 1794. Afin de punir promptement les rebelles foréziens, le premier tribunal révolutionnaire à Feurs n'est formé que d'Auvergnats. La création du département de la Loire le 12 août 1793 est un acte éminemment politique, une sanction mais aussi un moyen d'ôter toute légitimité à l'intervention lyonnaise à Saint-Etienne pendant l'été 1793. Ce symbole punitif permet au Forez de devenir un département à part entière ! Les leaders politiques de plusieurs villes du département avaient joué contre Montbrison, comme Feurs dont la municipalité était montagnarde mais craignait les nombreux ci-devant de sa campagne. De même, les officiers municipaux de Saint-Bonnet-le-Château, en mars 1793, stigmatisaient férocelement le milieu montbrisonnais : *antre féodal, cloaque de chicane*. Feurs est récompensée de son zèle révolutionnaire en devenant chef-lieu provisoire du nouveau département de la Loire.

Autre bascule politique lors de la Réaction thermidorienne qui est la réplique de la Terreur en Forez. Les autorités locales sont débordées par les *Egorgeurs* ou *Assommeurs*, d'où de nombreux meurtres politiques contre les « Mathevons »... Mais l'enjeu religieux a touché beaucoup plus largement la région que le politique. Directement menacé, le culte catholique s'est adapté à la nouvelle situation : la raréfaction des prêtres a suscité la multiplication des *messes blanches* ou *messes aveugles* dites par des laïcs.

Après la réaction thermidorienne, le Directoire est une période de confusion pour la Loire : les tensions incessantes entre les partis dégénèrent parfois en flambées de violence : combat à Champdieu en l'an IV où la troupe tire sur 200 royalistes, en tuant 10... On comprend combien la population forézienne est lasse à la fin de la Révolution des luttes politiques, de la crise économique, de la guerre dont si peu de soldats reviennent.

Le retour à la paix intérieure sous le Consulat

La reprise en main consulaire

Un des premiers rapports du premier préfet de la Loire, Imbert, à Fouché, met l'accent sur les deux problèmes majeurs qui l'occupent : la conscription et les contributions ; que la Loire donne ses hommes et son argent à l'Etat... Car, à la fin du Directoire, l'Etat semblait ne plus exister... L'arrivée au pouvoir de Bonaparte ramène la paix intérieure : le Directoire avait été discrédité, en particulier par les actes de violence et son incapacité à rétablir l'ordre. Pour autant, y-a-t-il un retour à l'ordre ancien, incarné par les notables sur lesquels Napoléon s'appuie ? Après Brumaire, le ministre écrit au préfet, le 12 décembre 1799 :

J'apprends avec satisfaction que la nouvelle de cet heureux événement a été reçue avec enthousiasme par l'immense majorité de vos administrés et que la situation politique du

département de la Loire n'a jamais été plus rassurante et plus tranquille que depuis cette mémorable journée.

La population forézienne est lasse des luttes politiques, de la crise économique, de la déchristianisation, de la guerre... Le Forez a souffert de la déchristianisation qui a balayé l'Eglise constitutionnelle. Par conséquent, toute une portion du département est abandonnée à l'Eglise réfractaire : les montagnes du sud et de l'est, les paroisses de la plaine du Forez et les bourgs et villes de Montbrison, Saint-Rambert, Saint-Germain-Laval, Chazelles-sur-Lyon et Bourg-Argental... Par contre, le culte constitutionnel résiste bien dans d'autres cités à Saint-Etienne, Saint-Chamond, Roanne ou Charlieu. Certaines communes sont des îlots attachés à la cause catholique et royale : Chevrières, *Vendée forézienne*.

Pour l'administration napoléonienne, le clergé est suspect lorsqu'il est incontrôlé : clergé anti-concordataire, ex-clergé constitutionnel parfois et, pire encore, le jansénisme... Lorsque Fesch devint archevêque de Lyon, il prend la mesure de la situation dans le diocèse : en septembre 1804 ; on trouve des jansénistes aux deux extrémités du département de la Loire en particulier vers Saint-Jean-Soleymieux et Saint-Médard. Leur prosélytisme inquiète : six petites écoles sont sous leur contrôle autour de Saint-Jean-Soleymieux... Une sordide affaire concernant des convulsionnaires met le feu aux poudres en l'an XI, le 1^{er} Consul décida de *déraciner ce brigandage* qui sévit du fait *d'un grand nombre de fous...* Certains resteront six mois dans les prisons de Montbrison jusqu'à ce l'ex-oratorien Fouché les fasse libérer ¹. Lorsqu'une paroisse s'agite, les jansénistes ne sont jamais loin... Ainsi en février-mars 1803 lorsque les nouveaux curés nommés par Fesch se présentent dans une quinzaine de paroisses. En maints endroits, la force armée est même nécessaire. Les troubles religieux ont lieu surtout lors du Consulat puis s'amenuisent.

Le retour à la paix civile

Le souvenir de la guerre civile s'éloigne, les autorités civiles retrouvent leur autorité. Le Concordat de 1801 est un événement majeur pour les Foréziens : la paix intérieure est totale. Le régime napoléonien crée les préfets et sous-préfets, les premiers étrangers au département alors que les seconds y avaient leurs racines. De la première vague de nomination jusqu'à la Seconde Restauration, la Loire connaît cinq préfets à Montbrison ² dont le premier est François Imbert - nommé à Montbrison le 20 mars 1800 et mort le 9 mars 1807 - qui demeure en poste le plus longtemps. C'est lui qui établit l'administration napoléonienne. Né en 1766, député de l'Isère aux 500, Imbert est, comme une bonne partie des premiers préfets, un ex-membre d'une assemblée révolutionnaire. Recommandé par Cambacérès qui disait de lui : *C'est un des meilleurs commissaires du gouvernement*. Toutefois, un rapport dit à propos d'Imbert ³ :

On fait l'éloge de ses talents. On lui reproche d'être entouré de gens qui ont trop marqué dans le régime révolutionnaire.

L'Empire : un régime toléré

Les masses de granite foréziennes

Les notables sont bien connus car soigneusement « fichés » par le régime. Au printemps 1813, le préfet dresse le tableau de la *bonne société* du Forez :

¹ Des rumeurs prétendent que l'oratorien Fouché séjourna à Notre-Dame de Grâce avant la Révolution.

² François Imbert du 11 ventôse an VIII au 9 mars 1807 ; Jean-Pierre du Colombier du 3 avril 1807 au 1^{er} mai 1812 ; Benoît Helvoët du 1^{er} mai 1812 au 8 janvier 1814 ; Claude-Philibert Barthelot de Rambuteau du 8 janvier 1814 au 6 avril 1815 ; Pierre-Louis Tribert du 6 avril au 14 juillet 1815.

³ AF IV 1065. Rapports au ministère de l'Intérieur an VIII-1805.

Quelques bourgeois, des propriétaires occupés d'agriculture, beaucoup de commerçants, des avocats, des notaires et des procureurs, voilà les éléments les plus remarquables dont se compose aujourd'hui le Forez, entre lesquels se divise la fortune et dont la considération ne dépasse guère les bornes étroites de la sphère dans laquelle ils se meuvent.

Bonaparte au pouvoir place les hommes qu'il estime à la fois sûrs et respectables : il les choisit parmi d'anciens fédéralistes... Sous l'Empire, les maires des trois grandes villes furent tous dans le camp contre-révolutionnaire : le Roannais Populle - son père fut guillotiné à Lyon en 1794 pour "modérantisme" - le Stéphanois Neyron et le Montbrisonnais Lachèze. Lachèze et Neyron ont appartenu aux *Muscadins* ou *Assommeurs* de la Terreur blanche.

Une fois en fonction, ces hommes jouent le jeu du régime tant qu'il garantit ordre social et stabilité économique.

La dictature napoléonienne

Il n'y a plus d'expression politique sauf pour adouber des candidats officiels ou exalter le soutien au régime comme par les plébiscites : pour la constitution de l'an VIII ; pour le consulat à vie (1802) ou pour l'hérédité impériale (1804). Le vote négatif est négligeable puisqu'un seul *non* sanctionne le premier, trois le consulat à vie et cinq l'hérédité impériale ! Ce n'est pas là qu'il faut chercher l'opposition. Les *oui* se répartissent comme suit : 9 778 pour la constitution (1800) ; 32 694 lors du consulat à vie (1802) et 14 227 pour l'hérédité impériale (1804)⁴. Le lâchage de l'électorat est fort entre 1802 et 1804 puisqu'il diminue de moitié alors que, dans le même temps, le vote national a légèrement augmenté. Les manipulations sont fréquentes ; généralement, un trait de plume gonfle le nombre de suffrages comme à l'Hôpital-le-Grand où le 5 se transforme en 8 lors des totaux. Avec ses 20 % de *oui* en 1804, la Loire appartient nettement à la France rétive à l'Empire.

Le régime napoléonien organise les fêtes officielles. Les victoires militaires sont célébrées, par des messes à Notre-Dame par exemple. Les 15 août - *Saint-Napoléon* - sont fêtés. A Montbrison, les illuminations sont bien encadrées par les autorités : les principales rues auront leurs premiers étages éclairés "de trois mèches au moins", celles dotées d'un deuxième étage devant être également illuminées. Dans les autres rues, 2 mèches suffiront ! Des commissaires seront responsables de l'exécution et devront verbaliser les étourdis. En 1811, la naissance du roi de Rome est un des derniers événements célébrés...

Lors des Cent-Jours, au printemps 1815, trois scrutins ont lieu : le plébiscite sur l'acte additionnel, la désignation des députés et les élections municipales. Leurs résultats traduisent le lâchage du régime impérial dans la Loire. Lors du plébiscite, officiellement, 5 775 Foréziens ont voté *oui* lors de ce scrutin et 24 non. D'après nos calculs, 4 804 habitants ont voté et 32 doivent être comptabilisés comme négatifs... La Loire obtient le plus faible taux de participation (6 %) des départements du Massif central, après l'Aveyron (8 %) et la Haute-Loire (9 %). Le vote *non* n'a jamais été aussi fort dans le département et est légèrement supérieur à la moyenne nationale.

C'est parmi la masse des abstentionnistes que se dissimulent ses adversaires : la partie est perdue pour l'Empire dans la Loire.

Les résistances à l'Empire

La conscription cristallise les rancœurs à l'égard d'un régime au départ plutôt bien accepté. Le préfet Imbert écrit dès 1803 :

Les recrutements se sont toujours faits avec les plus grandes difficultés, celui de l'an VIII en a éprouvé d'insurmontables malgré l'emploi des garnisons militaires.

⁴ AN B II 222, B II 223, B II 471 A/B, B II 537 A et B II 537 bis.

Le département de la Loire a fourni à l'armée napoléonienne depuis 1806 inclus environ 15 398 combattants. A la fin de 1815, 11 152 de ces hommes manquent à l'appel... Tous les moyens sont utilisés pour essayer d'échapper à l'armée qu'ils soient légaux : remplacement, substitution, mariage ou illégaux : fuite, désertions, fraudes... Réfractaires et déserteurs nourrissent insécurité et frustrations dans les campagnes. Si tout le département « résiste », ce sont surtout les montagnards qui fournissent les réfractaires.

Les difficultés économiques sont indissociables de la guerre. Car la conjoncture socio-économique n'est pas bonne pour les industries ligériennes et l'avenir manque totalement de lisibilité pour rassurer les entrepreneurs. L'économie locale n'attend que la paix pour redémarrer et le préfet du Colombier écrit :

Mais à la paix générale tout reprendra son niveau, et les entreprises qui sont nées et se sont soutenues dans les temps les plus difficiles, acquerront une activité nouvelle.

Les deux principales crises économiques de la période impériale, 1802-1803 et 1810-1811, n'épargnent pas la Loire et se traduisent par la hausse du grain...

Les anciens royalistes ou les déçus du régime forment-ils pour autant une opposition ? La Loire n'est ni la Vendée ni le Midi mais, dès que l'Etat intervient dans la vie des communautés, celles-ci résistent fréquemment. Les nobles jouent le jeu sous l'Empire : influents dans la plaine, celle-ci s'avère plus soumise que les montagnes. La population industrielle n'est pas anti-bonapartiste : il y a même des noyaux bonapartistes à Saint-Etienne, Roanne, Feurs ou Saint-Héand ; beaucoup d'ouvriers ont du travail grâce à la guerre et en sont protégés. Globalement, c'est un département calme mais les résistances s'affichent : dans le domaine fiscal, contre les *Droits réunis* ; dans le domaine religieux - défense des prêtres sous le Directoire, installation des curés en 1803, tensions entre papauté et Empire à partir de 1811 ; dans le domaine militaire mais surtout dans les campagnes, surtout dans les montagnes, surtout chez les pauvres.

Les deux Restaurations sont très différentes. En 1814, le préfet Rambuteau organise une défense résolue face aux Autrichiens. La Loire - Roanne en particulier - se fait remarquer positivement en cette occasion. En 1815, la lutte est radicalement politique, elle s'exprime dans les 3 scrutins des Cent-Jours : élections législatives, municipales et plébiscite sur *l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire*, d'inspiration libérale. 94 % des électeurs potentiels s'abstiennent, un des pires résultats en France... Il y a des actes de violence par exemple lors de la rébellion d'Hyppolite d'Espinchal dans les monts du Lyonnais mais elle est largement exogène : ce sont des Lyonnais les meneurs comme en 1793. Des prêtres sont assassinés dans le Pilat... Mais le général bonapartiste Mouton-Duvernet est caché par le royaliste de Meaux en plein Montbrison. Il n'y a pas de Terreur blanche en Forez.

Conclusion

C'est un département qui présente un visage original car c'est une zone de contact et de frontières. Partagé entre Auvergne et Lyonnais, il connaît des patois comme des mentalités variés. Il est du Massif central sans en avoir des caractères prononcés. En 1815, toutes les potentialités de développement existent en particulier à Saint-Étienne pour l'industrie : les inventeurs sont là, la loi de 1811 rationalise l'exploitation houillère, l'Ecole des mines s'installe. La plaine va voir son agriculture se moderniser sous l'impulsion de grands propriétaires novateurs - sociétés d'agriculture, haras etc. La région n'attend plus que la paix pour décoller économiquement. Le Forez, peu à peu, se fond dans le département de la Loire...

Pascal Chambon

[Extrait de "Contribution à l'histoire du Forez" (*Printemps de l'histoire* 2010),

Cahier de Village de Forez n° 86, 2011]